



Direction juridique et réglementaire
Legal & Regulatory Department
Tour Les Saisons, 4, place des Saisons
CS 30001
92036 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Tél. : +33 (0)1 74 95 74 61
Fax : +33 (0)1 70 75 24 61

ARCEP
Monsieur Renan Muret
Directeur des services fixes et mobiles et des
relations avec les consommateurs
7, square Max Hymans
75730 PARIS CEDEX 15

Paris La Défense, le 22 mai 2012

OBJET : REORGANISATION DES TRANCHES DE NUMEROS COMMENÇANT PAR 06 ET 07

Monsieur,

Veillez trouver ci-joint la contribution de Transatel à la consultation publique (25 avril – 23 mai 2012) sur le projet de décision portant sur la réorganisation des tranches de numéros commençant par 06 et 07.

Nos équipes et moi-même restons à votre disposition pour tout complément d'information.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, nos sincères salutations.

Stéphane PUYRAVEAU
Directeur juridique

Siège social France
TRANSATEL, SA à Directoire
et Conseil de Surveillance, au
capital de 1 535 439,57 €
Tour Les Saisons, 4, place
des Saisons, CS 30001
92036 PARIS LA DEFENSE
CEDEX
N° Société : 432 786 432
(RCS NANTERRE)
N° TVA : FR 49 432 786 432

Succursale Belgique
TRANSATEL, Société de
Droit Français
Rue Marie Depage, 3 boîte 4
1180 BRUXELLES
N° Société : 0 476 709 468
N° TVA : BE 476 709 468

Filiale UK
TRANSATEL UK Limited,
Private Limited Company
5/7, Cranwood Street
LONDON EC1V9EE
N° Société : 04086268
N° TVA : UK 788 004 414

Succursale Pays-Bas
TRANSATEL.NL
Wibautstraat, 129
1091 GL AMSTERDAM
N° Société : 34200 147 0000
N° TVA : NL 8127 37 957 B01

Succursale Luxembourg
TRANSATEL LUX
28, rue de Bettembourg
L-5810 HESPERANGE
N° Société : B114 951
N° TVA : LU 20 99 36 74



Contribution de Transatel

REORGANSIATION DES TRANCHES DE NUMEROS COMMENCANT PAR 06 ET 07 Consultation publique sur le projet de décision (25 avril – 23 mai 2012)

Question n°1 : Avez-vous des remarques concernant la définition des communications M2M proposée dans le cadre de cette décision ?

Nous sommes d'accords avec cette définition.

Question n°2 : Avez-vous des remarques concernant la définition des terminaux connectés à l'internet proposée dans le cadre de cette décision ?

Nous proposons d'inclure dans la définition les ordinateurs de bord d'automobiles : en effet, certains constructeurs automobiles ont intégré des systèmes permettant un accès à l'internet mobile depuis les places arrière du véhicule, ou depuis les places avant lorsque le véhicule est à l'arrêt.

Question n°3 : Avez-vous des remarques concernant le délai pendant lequel il sera indispensable d'avoir un numéro de téléphone dans les réseaux mobiles ? Merci de justifier votre réponse.

Transatel travaille sur des solutions dans lesquelles il n'y a pas de MSISDN associé aux lignes M2M. Les lignes M2M sont identifiées par leur IMSI dans les systèmes d'information qui les gèrent. Les équipements M2M pourront ainsi émettre des appels vers un système central ou recevoir des appels depuis le système central sans avoir recours à un MSISDN.

Dans le cadre de cette solution préconisée par Transatel, les MSISDN ne seront attribués pour les lignes M2M que lorsque cela est absolument nécessaire, c'est-à-dire lorsque l'équipement M2M doit être joignable depuis n'importe quelle ligne téléphonique.

Question n°4 : Avez-vous des remarques concernant le choix de l'ouverture d'une tranche de numéros mobiles de longueur étendue en métropole ?

Transatel pense que l'ouverture d'une tranche de numéros mobiles de longueur étendue en métropole permet, certes aux opérateurs, de limiter le nombre de développements techniques qu'ils devront effectuer, mais que cette solution n'est pas la mieux adaptée aux communications M2M qui peuvent, comme cela a été démontré par Transatel dans la réponse à la question n° 3, se passer pour la plus grande partie de MSISDN.

Transatel considère donc qu'il convient d'ors et déjà de s'orienter vers une solution cible dans laquelle les communications M2M sont identifiées grâce à l'IMSI.

Siège social France
TRANSATEL, SA à Directoire
et Conseil de Surveillance, au
capital de 1 535 439,57 €
Tour Les Saisons, 4, place
des Saisons, CS 30001
92036 PARIS LA DEFENSE
CEDEX
N° Société : 432 786 432
(RCS NANTERRE)
N° TVA : FR 49 432 786 432

Succursale Belgique
TRANSATEL, Société de
Droit Français
Rue Marie Depage, 3 boîte 4
1180 BRUXELLES
N° Société : 0 476 709 468
N° TVA : BE 476 709 468

Filiale UK
TRANSATEL UK Limited,
Private Limited Company
5/7, Cranwood Street
LONDON EC1V9EE
N° Société : 04086268
N° TVA : UK 788 004 414

Succursale Pays-Bas
TRANSATEL.NL
Wibautstraat, 129
1091 GL AMSTERDAM
N° Société : 34200 147 0000
N° TVA : NL 8127 37 957 B01

Succursale Luxembourg
TRANSATEL LUX
28, rue de Bettembourg
L-5810 HESPERANGE
N° Société : B114 951
N° TVA : LU 20 99 36 74



Cette solution entraîne nécessairement des développements supplémentaires, lesquels devront dans tous les cas être réalisés par les acteurs, y compris s'ils se placent dans la solution utilisant les numéros étendus à 14 chiffres pour le M2M. Il convient donc de s'orienter directement vers la solution cible.

Cette solution, basée sur l'IMSI, a de plus l'avantage de ne pas comporter de limites en termes de ressources, et d'éviter certaines problématiques liées à la limitation actuelle du nombre de chiffres pour les MSISDN.

Question n°5 : Avez-vous des remarques concernant la proposition consistant à ne plus utiliser les numéros à 10 chiffres en métropole pour les applications M2M et les terminaux connectés ?

L'approche préconisée par Transatel est de n'associer un MSISDN que lorsqu'il est absolument nécessaire. A ce titre, notamment pour limiter les coûts de gestion des numéros à 14 chiffres (intégration, allocation, portabilité) dans nos systèmes, Transatel souhaite pouvoir continuer à utiliser dans ces cas-là un numéro à 10 chiffres.

Question n°6 : Avez-vous des remarques sur les modalités de mise en œuvre opérationnelle prévues ?

Transatel n'a pas de remarque quant à ces modalités de mise en œuvre.

Question n°7 : Avez-vous des remarques concernant le format de la nouvelle tranche ?

Transatel n'a pas de remarque quant au format de la nouvelle tranche.

Question n°8 : Avez-vous des remarques concernant le périmètre des applications autorisées dans la nouvelle tranche ?

Nous sommes d'accord avec le périmètre.

Question n°9 : Avez-vous des remarques concernant la granularité d'attribution de la nouvelle tranche ?

Nous n'avons pas de remarques concernant la granularité proposée.

Question n°10 : Quel(s) autre(s) mécanisme(s) envisagez-vous pour répondre à l'obligation de conservation de ces numéros ?

Transatel remarque que ce problème peut être évité en retenant la solution qu'il préconise et dans laquelle les communications M2M sont identifiées grâce à l'IMSI.

Fin du document

Siège social France	Succursale Belgique	Filiale UK	Succursale Pays-Bas	Succursale Luxembourg
TRANSATEL, SA à Directoire et Conseil de Surveillance, au capital de 1 535 439,57 € Tour Les Saisons, 4, place des Saisons, CS 30001 92036 PARIS LA DEFENSE CEDEX	TRANSATEL, Société de Droit Français Rue Marie Depage, 3 boîte 4 1180 BRUXELLES	TRANSATEL UK Limited, Private Limited Company 5/7, Cranwood Street LONDON EC1V9EE	TRANSATEL.NL Wibautstraat, 129 1091 GL AMSTERDAM	TRANSATEL LUX 28, rue de Bettembourg L-5810 HESPERANGE
N° Société : 432 786 432 (RCS NANTERRE)	N° Société : 0 476 709 468	N° Société : 04086268	N° Société : 34200 147 0000	N° Société : B114 951
N° TVA : FR 49 432 786 432	N° TVA : BE 476 709 468	N° TVA : UK 788 004 414	N° TVA : NL 8127 37 957 B01	N° TVA : LU 20 99 36 74